



L'INVITÉ

PIERRE-YVES GRIVEL, DÉPUTÉ ET PRÉSIDENT DU PLR BERNOIS

D'un canton pont à un canton bâtisseur de ponts

La Suisse est un pays de langues et de cultures différentes. Berne est un canton bilingue, un «canton pont», trait d'union entre la Suisse romande et la Suisse alémanique. La ville de Berne est la capitale fédérale, Biel/Bienne la cité du bilinguisme. L'image du canton de Berne en tant que «canton pont» pourrait évoluer et devenir celle de «canton bâtisseur de ponts»! Dans ce contexte, le bilinguisme devient de plus en plus un atout, surtout s'il est promu par la politique, perçu comme une valeur par l'économie et soutenu par la population. Berne est un canton pionnier. Il s'engage pour la cohésion des communautés linguistiques. Le développement du bilinguisme dans le canton est par conséquent prioritaire: il faut en faire une spécificité et pas une dé-

fense d'une minorité.

Une fois par législature le gouvernement remet un rapport au parlement, garantissant ainsi un débat constant sur l'état du bilinguisme. Les deux langues sont sur un pied d'égalité au sein des autorités et de l'administration cantonales et au sein des institutions hospitalières, à Bienne et à Berne. Au besoin une loi sera élaborée afin d'optimiser le cadre légal pour la promotion du bilinguisme.

Il faut un soutien financier cantonal et fédéral d'encouragement du bilinguisme.

Les mandats de prestation et les conventions de subvention entre le canton et des tiers dans les domaines comme le tourisme et la culture favorisent le bilinguisme et sa visibilité.

Berne doit proposer une offre scolaire

adaptée à la demande. L'école publique ou privée peut proposer des filières bilingues dans tous les degrés et adapter son offre en conséquence (cours obligatoires ou optionnels, tandems, immersion). Elle organise des

Le développement du bilinguisme dans le canton est prioritaire. Il faut en faire une spécificité et pas une défense d'une minorité...

échanges de classes, des camps ou d'autres activités dans la mesure du possible à l'intérieur du canton.

Il faut une formation spécifique du corps enseignant. Les compétences et les responsabilités pour la promotion du bilinguisme cantonal dans le sys-

tème scolaire sont concentrées à la DIP et coordonnées avec les communes.

Le canton doit par ailleurs fournir une aide à l'apprentissage. Il soutiendra les PME dans la région de Bienne-

gale à respecter.

Enfin, Berne doit être la patrie des bâtisseurs de ponts. Le bilinguisme a besoin d'être entretenu. Outre les services administratifs, le canton a également besoin d'institutions et d'organisations qui s'activent pas à pas dans tout le canton. Le champ d'activité du Forum pour le bilinguisme doit être étendu et, sur demande, des antennes seront créées sur l'ensemble du territoire cantonal. Par cette résolution le Groupe PLR au Grand Conseil encourage le Conseil exécutif à mettre en œuvre son programme gouvernemental de législature 2019-2022, dont un des objectifs stratégiques est justement le développement du potentiel de son bilinguisme.

Saisissons ensemble cette chance!

LE CLIN D'ŒIL

ENVOI DE DENIS ROSSÉ, CORCELLES



DE LA PÊCHE À LA PLAISANCE

Douarnenez est une ville de 14 200 habitants située dans le Finistère, en région bretonne. Ce fut un grand port sardinier jusque dans les années 1970. Le déclin de l'activité halieutique a débuté après 1980, laissant la place à la navigation de plaisance. Dans la ria de Port-Rhu s'entassent des dizaines de bateaux chargés d'histoire(s) auxquels les Penn Sardin tiennent particulièrement. Douarnenez, pour les becs-à-sucre, c'est aussi la patrie du kouign-amann, délicieux gâteau au miel.



LA QUESTION DE LA SEMAINE

Les Démocrates américains ont-ils une chance de destituer le président Donald Trump?

Vous pouvez voter sur notre site internet www.journaldujura.ch, mais aussi réagir sur notre page Facebook ou par e-mail à l'adresse suivante: forum@journaldujura.ch

RÉACTION

Arrêtons de marcher sur la tête!

A propos de l'article consacré au jeune Iranien Farshad Ghane, menacé de renvoi, paru le 20 septembre.

Ambassadeur français à la retraite, je ne suis pas citoyen helvétique et ne suis pas qualifié pour intervenir dans les affaires de la justice suisse, mais je veux témoigner en faveur de Farshad, en tant que spécialiste de l'Iran, où j'ai servi deux fois comme diplomate: si Farshad rentre en Iran, il ne sera pas emprisonné longtemps, il sera pendu en place publique et, comme chacun sait, non pas en tombant, mais en montant, à la vitesse majestueuse d'une grue de chantier! Là, la souffrance est radicalement différente – feu Saddam Hussein a été exécuté avec un maximum de rapidité, Farshad n'aura pas cette chance! Quant à la justice suisse, je sais très bien qu'elle ne permet pas le renvoi dans son pays d'une personne dont on sait qu'on l'envoie à la mort, car c'est son ambassade qui représente les intérêts américains en Iran depuis l'affaire des otages et la rupture des relations irano-américaines (à cette époque, Farshad n'était pas encore né). Et c'est une mission diplomatique extrêmement professionnelle et parfaitement informée.

Encore une chose qui me frappe vivement, dans un monde en pleine tourmente: il brille dans les yeux de ce garçon de 22 ans une lumière qui n'est ni celle du crime, ni celle de la «rage du luxe» (le «lucris rabies» du latin d'église) des possédés: sa religion n'est peut-être pas la mienne et n'est sans doute pas celle de ceux qui le condamnent, mais n'est-elle pas celle des fameuses «racines chrétiennes de l'Europe»? Allons, arrêtons de marcher sur la tête. J'aime beaucoup la Suisse et j'aime beaucoup l'Iran, mais pas jusque dans de tels retranchements! Enfin, il me semble qu'entre la Suisse et l'Iran, il y a un certain nombre d'autres pays civilisés. Et le Vatican n'est pas vraiment très loin, n'est-ce pas? Je ne connais pas Farshad, mais j'adresserai une lettre à son sujet à l'ambassadeur de Suisse à Paris et au président de la République.

Jean-Pierre Guinhut, ancien ambassadeur de France en Iran

PARTI OUVRIER ET POPULAIRE

Le Jura, même Sud, parle français...

Ces jours, les enveloppes avec le matériel de vote pour les élections nationales sont envoyées par les communes. A cause d'un échange involontaire après l'impression, une partie des dépliants du Parti ouvrier et populaire, destinés à l'envoi dans les communes du Jura-Sud, a été livrée en version allemande.

Le POP regrette sincèrement cette maladresse, s'en excuse auprès des électeurs et électrices et fera son possible pour faire connaître ses propositions en langue française!

Parti ouvrier et populaire (POP) du canton de Berne

COURRIER DES LECTEURS

HÔPITAUX

Soyons vigilants!

Le Centre hospitalier de Bienne (CHB) a décidé de s'implanter et de construire un nouveau complexe à Brügg. Le bilinguisme y est cependant assuré, car le CHB reste le centre hospitalier pour la région de Bienne, du Seeland et du Jura bernois. Il y a encore beaucoup de travail pour atteindre l'objectif d'un hôpital bilingue. En ce qui concerne l'accès au Marais-de-Brügg depuis le Jura bernois, il s'agira d'offrir à la clientèle un accès rapide par les transports publics depuis la gare de Bienne.

Un nouvel hôpital, c'est naturellement un plus pour la qualité de vie de la population. Mais il devra également rechercher de nouveaux clients pour assurer son équilibre financier, le maintien de ses prestations et de son développement. Aussi, le Jura bernois doit être vigilant. Il s'agit de maintenir l'ensemble des prestations de l'Hôpital du Jura bernois SA dans notre région et naturellement d'offrir de nouvelles prestations et d'investir pour le maintien des infrastructures techniques et immobilières.

Il est nécessaire, une fois de plus, de rappeler l'impact de l'HJB SA sur le niveau de vie, l'attractivité et le développement de la région, la qualité de vie, la sécurité, ainsi que sur le réseau de formation et l'emploi. Nous faisons confiance à la Députation du

Jura bernois et de la population francophone de Bienne-Seeland et au conseil d'administration de l'HJB SA pour défendre les intérêts de la population du Jura bernois, qui est toujours très fidèle à son hôpital de proximité et de qualité.

PLR Saint-Imier

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Comment se tirer une balle dans le pied et tenter de se soigner

Affiche de l'UDC pour les élections fédérales d'octobre 2019: une belle pomme estampillée CH dont s'échappent cinq vers peu ragoûtants. Question à l'électeur francophone: «Des vers pour notre pomme?» Les versions allemande et italienne ciblent nommément les ennemis qui veulent détruire la Suisse (Linke/Nette et sinistroïdi/europeïsti): la gauche, les gentils (les dadas humanistes), les europhiles.

L'historien Hans-Ulrich Jost note dans 24 Heures: «Oskar Freysinger et Adrian Amstutz, les chefs UDC pour les élections fédérales, jubilent. Ils ont enfin réussi à faire la une du Blick avec leur affiche électorale.» Oskar F. renchérit: «La base du parti est à fond avec nous.» A voir! En tout cas, pas les pontes! Je m'attendais à cette pollution visuelle que nous avons connue en 2007, notamment le long des routes: un mouton noir se fait botter le cul par un mouton blanc. Las! je n'ai eu l'occasion de ne voir qu'une seule pomme véreuse dans le domaine public. Rien dans les champs et les villages entre Bienne et La Chaux-de-Fonds, rien dans la capitale fédérale parmi

les centaines d'affiches exposées sur de multiples places; et cela en dépit de la déclaration d'Oskar F. style Salvini: «En fait, il y a deux partis, les autres et nous.»

Changements de personnages et de scénario il y a quelques semaines. Exit les vers gluants et la pomme CH en péril. Le ton agressif et l'ambiance années trente laissent place à un texte sentencieux «Alliance de la Liberté», avec une photo de candidats et surtout un monumental sceau du style parchemin d'antan. Contenu: largement répété et connu depuis des décennies; rien concernant la problématique du climat, mais l'usuelle et forte distorsion de sens: «Nous refusons un traité de soumission à l'UE.» Formulation correcte: «accord-cadre avec l'UE». Il faut le répéter avec force: la Suisse signera ou ne signera pas un accord-cadre avec l'UE; il n'y a aucune «soumission» en la matière et c'est en toute liberté et dans le respect du droit et des institutions que le peuple dira oui ou non. Il conviendra ensuite d'assumer les conséquences de ce choix démocratique.

Le 6 décembre 1992 la Suisse, lors d'un référendum, a décidé de ne pas faire partie de l'EEE par 50,3% de non (participation env. 79%); elle retiendra la voie des bilatérales, notamment sous la forte impulsion de l'UDC. A trois reprises (1970, 1974 et 1977), le peuple a également refusé de définir une limite au pourcentage de la population immigrée en Suisse.

Il n'y a pas de Main cachée au sein de la politique en Suisse. Et pas de dictateur non plus. Il n'y a pas de «soumission». Blocher: «Quand le peuple décide, la décision doit être appliquée.»

Claude Merazzi, Saint-Imier